



<< Sécurité énergétique de l'Amérique du Nord >>

**Allocution de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.**

**Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil, Banque CIBC**

**Global forum, Toronto**

**Le 31 octobre 2013**

**Priorité au discours prononcé**

---

Bonjour. Je suis heureux d'avoir l'occasion de vous adresser la parole aujourd'hui et de partager cette séance avec un groupe aussi bien informé qui incite à la réflexion.

Pendant les deux dernières années, j'ai parlé à de nombreuses reprises de la révolution qui a lieu dans la production d'énergie sur notre continent – et j'ai examiné, d'un point de vue canadien, les forces à l'œuvre, les possibilités que cela présente et, bien entendu, les défis à relever : la nécessité d'avoir accès à des marchés outre-mer, de construire de nouveaux projets d'infrastructure énergétique et de continuer d'attirer des investissements étrangers dans les sables bitumineux.

Aujourd'hui, en parlant dans une perspective canadienne, je voudrais me concentrer sur l'équilibre actuel de l'approvisionnement en énergie en Amérique du Nord, l'ingénuité que nous constatons dans le secteur énergétique dans son ensemble et le besoin d'innovation et de renouveau dans la politique publique canadienne et américaine relativement à l'énergie, au changement climatique et à l'environnement. Ce qui sous-tendra mon exposé, c'est la constatation que les intérêts énergétiques du Canada et des États-Unis – même s'ils sont certainement interconnectés et dans certains cas similaires – sont loin d'être identiques.

Cette période de transformations rapides marque un moment décisif pour les producteurs de pétrole et de gaz – au fur et à mesure que de nouvelles technologies aident à accroître l'offre et que nos relations continentales deviennent de plus en plus exposées au marché mondial et en subissent les influences.

En tant que Nord-Américains, nous avons bénéficié du marché énergétique le plus important, le plus efficace et le plus prospère du monde. Il se pourrait cependant que nous soyons devenus dernièrement un peu trop confiants dans ses avantages.

Ce marché est dynamique et il réagit constamment aux moindres signaux des marchés mondiaux et des décideurs politiques.

Ces marchés sont en transformation rapide. Ils réagissent avec une rapidité époustouflante aux bonnes occasions que présentent les progrès technologiques – et aussi à la variation de l'offre et de la demande.

Ils réagissent également de manière négative, et tout aussi rapidement, aux plus grands risques que posent les incertitudes politiques et réglementaires.

Ce qui me frappe le plus, c'est le rythme auquel le marché énergétique d'Amérique du Nord réagit aux changements dans le monde. Même les analystes les plus avertis ont eu de la difficulté à en prédire les résultats.

Permettez-moi de vous donner quelques exemples :

- Le Canada et les États-Unis ont augmenté leur production de gaz naturel, et maintenant de pétrole, bien plus rapidement que prévu.
- La substitution du gaz naturel en remplacement d'autres combustibles, du charbon en particulier, survient plus rapidement en Amérique du Nord.
- La production continentale de pétrole a effectivement déplacé les importations aux États-Unis de pétrole léger non sulfuré, notamment en provenant d'Afrique, dans ce cas-ci également plus rapidement que prévu.
- Le bitume fluidifié valorisé de Syncrude et WCS de l'Ouest du Canada, et l'approvisionnement continental sous d'autres formes sont en train de déplacer les importations en provenance du Moyen-Orient, du Mexique et du Venezuela.
- Les consommateurs canadiens et américains réduisent plus rapidement leur consommation d'hydrocarbures raffinés grâce aux nouvelles normes d'accroissement de l'efficacité des véhicules.
- Le Canada et les États-Unis poursuivent énergiquement un avenir de fournisseur mondial de GNL au bassin Asie-Pacifique, ce qui aurait été impensable il y a quelques années seulement.
- Le transport d'hydrocarbures à l'échelle continentale, en réponse aux réalités du marché, est incessant et on transporte désormais plus de pétrole en Amérique du Nord par wagons afin d'éviter des goulots d'étranglement.
- Les États-Unis, grâce à l'augmentation de l'offre continentale et à leur avantage en matière de prix, sont devenus l'un des plus importants exportateurs de produits de pétrole raffiné du monde; et
- Le Canada vise énergiquement à devenir un fournisseur de pétrole brut à l'Asie à un moment donné après 2017, ce qui aurait été inimaginable il y a quatre ans seulement – quelque chose qui est devenu une nécessité économique pour notre pays.

Les changements politiques se poursuivent en même temps à un rythme accéléré. La situation a changé de manière spectaculaire aux États-Unis au cours des dernières années.

Le président s'efforce de faire avancer son programme d'énergie propre – pas nécessairement au moyen de lois adoptées par le Congrès, mais en ayant davantage recours aux leviers de l'exécutif à sa disposition, y compris des nominations à des organismes, son discours persuasif et des relations internationales.

La réalité porte certainement à croire que les décisions relatives à l'énergie du gouvernement Obama seront prises désormais avec un plus grand souci et plus de conscience de leurs effets sur le changement climatique et sur l'environnement en général.

Il est difficile d'exagérer l'importance du Canada dans cette nouvelle réalité – en ce qui a trait non seulement au verdict final du gouvernement au sujet de l'oléoduc Keystone XL, mais à tous les aspects de la relation énergétique que nous entretenons avec notre plus important – et dans bien des cas notre seul – client.

Comment est-ce que tout cela cadre avec le contexte plus large du potentiel énergétique du Canada au cours des années et des décennies à venir?

Il y a, à mon avis, trois principaux objectifs liés à l'énergie que le Canada et les États-Unis doivent essayer de concrétiser au cours des prochaines années.

Le premier objectif consiste pour le Canada et les États-Unis à renforcer le cadre politique du marché continental de l'énergie.

Nous ne devons pas ignorer que nos deux pays partagent le plus important système énergétique de libre marché et de libre-échange du monde – et que ce système a dynamisé la prospérité des deux côtés de la frontière pendant des dizaines d'années.

Cette relation est trop importante pour que nous la tenions pour acquise.

Au cours des dernières années, nous avons réalisé des progrès sur d'importantes questions; nous avons, par exemple, réussi à harmoniser les normes de consommation de carburants pour automobiles et camions, une réussite qui réduit déjà les émissions de gaz à effet de serre. En nous fondant sur ce succès, nous pourrions poursuivre ensemble une harmonisation totale du réseau de transport et imposer des normes continentales aux secteurs ferroviaire et de l'aviation.

Nous avons cependant constaté une tendance qui menace d'aller à l'encontre des normes de marché libre qui ont contribué à la prospérité de nos deux pays. Je parle de l'émergence de normes infranationales dans diverses administrations américaines. Une telle situation était un objet de frustration lorsque je faisais partie du cabinet fédéral et je vois qu'elle l'est encore pour nos clients de la banque. Ces normes marquent une véritable rupture avec les principes du marché libre. Elles menacent la vitalité de notre marché énergétique continental et on pourrait faire valoir qu'elles violent l'esprit et la lettre de l'ALENA.

Nous le constatons dans le secteur de l'énergie renouvelable où de nombreuses administrations américaines mettent au point des normes obligatoires favorisant les investissements dans l'énergie renouvelable qui excluent l'hydroélectricité canadienne.

Nous le constatons aussi dans la décision prise par des douzaines d'administrations américaines de mettre au point leurs propres normes de carburant à faible teneur en carbone. Bon nombre de ces normes, si elles étaient appliquées, excluraient le pétrole des sables bitumineux.

Si on désire vraiment une norme nord-américaine de carburant à faible teneur en carbone, le Canada et les États-Unis devraient alors en négocier les détails. Et cette norme devrait être appliquée à chaque baril de pétrole, peu importe d'où il vient.

Il semble que nous nous dirigeons pour le moment vers le pire de tous les mondes : une prolifération de diverses normes infranationales qui s'appliquent à certaines formes d'énergie, mais pas à d'autres, à certaines variétés de pétrole, mais pas à d'autres, à certains pipelines, mais pas à d'autres, et à certaines formes d'énergie renouvelable, mais pas à d'autres.

Les marchés libres produisent des résultats impressionnants lorsqu'on les laisse fonctionner. Les Américains le savent mieux que quiconque.

À mon avis, le Canada et les États-Unis doivent revenir à ces principes de libre-échange qui sont inscrits dans l'ALENA et nous devons aborder les questions d'énergie dans une perspective continentale.

Le deuxième objectif que le Canada et les États-Unis doivent avoir en commun, c'est de nous établir comme les champions du monde en matière de production d'énergie et de performances environnementales.

Dans un monde de plus en plus préoccupé par des questions d'ordre environnemental en général, et par le changement climatique en particulier, le leadership en matière d'énergie et le leadership en matière de protection de l'environnement sont devenus les deux côtés de la même médaille.

Nous avons pour obligation de collaborer afin de poursuivre des politiques environnementales qui sont dans notre intérêt mutuel – et à notre avantage compétitif.

Qu'est-ce que j'entends par là? Je viens tout juste de rentrer de Pékin et j'ai été encore une fois stupéfié par le niveau de pollution que les citoyens doivent tolérer. Le smog était tellement épais qu'on pouvait à peine entrevoir des immeubles qui étaient éloignés d'un bloc seulement.

Cela nous rappelle brutalement l'avantage environnemental dont nous bénéficions de manière spectaculaire en tant que Nord-Américains – et le fait que nos normes environnementales aident à nous distinguer dans un marché compétitif pour le commerce, les investissements et les talents.

Il reste encore beaucoup à faire et des progrès à réaliser. Si, cependant, nous reportons nos regards vers l'avenir, au-delà d'une dizaine d'années, l'Amérique du Nord est tout à fait en mesure d'avoir la meilleure infrastructure du monde en matière d'énergie, pour ce qui est aussi bien de la production que de l'approvisionnement – et d'enregistrer aussi les meilleures performances au chapitre de la protection de l'environnement.

Que veux-je dire par « la meilleure infrastructure » dans le contexte canadien?

J'entends par là une industrie des sables bitumineux qui a moins d'effets nuisibles et qui produit trois millions de barils de pétrole par jour de manière durable.

J'entends par « la meilleure infrastructure » le système électrique le plus propre du monde, entièrement ou pratiquement sans charbon, et un important fournisseur d'hydroélectricité propre au Nord-Est de l'Amérique.

En fin de compte, j'entends par « la meilleure infrastructure » un certain nombre de terminaux de gaz naturel liquéfié le long de la côte de la Colombie-Britannique à partir desquels le gaz naturel liquéfié sera transporté à travers le Pacifique.

L'importance d'une industrie canadienne de gaz naturel liquéfié en plein essor transcende nos préoccupations nationales. Si l'objectif que nous avons en commun consiste vraiment à nous pencher sur le changement climatique et la qualité de l'environnement à l'échelle mondiale – et à faire les plus gros efforts possibles vers

l'accomplissement de cet objectif – la diminution du nombre des centrales alimentées au charbon en Chine et dans d'autres pays d'Asie est un très bon point de départ.

Les sables bitumineux, l'électricité, le gaz naturel liquéfié – le Canada avance avec détermination et un sens de ses responsabilités sur tous ces fronts. Si nous parvenons, en tant que nation, à poursuivre sur notre lancée, l'industrie qui en résultera non seulement renforcera notre succès économique, mais elle rehaussera également la réputation du Canada comme puissance en énergie propre et bon citoyen mondial.

Le troisième point que je voudrais soulever en ce qui concerne les relations entre le Canada et les États-Unis, c'est que nos objectifs ne seront jamais identiques même s'ils coïncident encore en général.

Les États-Unis importent des hydrocarbures et exportent des produits raffinés; leurs politiques seront déterminées par un engagement à la diversité de l'offre disponible sur les marchés. Le Canada exporte des hydrocarbures et ses politiques doivent par conséquent être axées sur la diversité des marchés.

J'en ai parlé à plusieurs reprises. L'augmentation de la demande de demain aura lieu en Asie, et non en Amérique. Le fait que le Canada dispose d'une abondance de pétrole, de gaz naturel et d'autres ressources ne signifie pas que nous n'avons pas le droit d'acheminer ces ressources à ceux qui veulent les acheter.

Même si j'ai établi le travail que nos deux pays doivent accomplir ensemble, le Canada doit aussi construire les pipelines et l'infrastructure nécessaires pour transporter notre pétrole et notre gaz vers la côte du Pacifique et finalement vers l'Asie.

J'avais dit il y a quelques années que cela devrait être une priorité nationale. Il se peut que cela ne suffise pas. L'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie sur le continent est tel que le Canada doit faire de l'accès outre-mer une priorité nationale absolue. Sinon, nous nous rendons compte qu'il n'y aura pas de marché pour la production de pétrole des sables bitumineux au-delà de 2020.

Ce sont des prévisions alarmantes lorsqu'on pense que la prospérité du Canada dépend à un tel degré de notre capacité à tirer le meilleur parti de nos richesses naturelles.

Je veux bien faire comprendre que je ne suggère pas pour un instant que notre meilleur ami pourrait être autre que notre meilleur ami et le plus important client pour notre énergie.

Nous avons les ressources et nous bénéficions de la proximité; les États-Unis, en revanche, exigeront encore un approvisionnement en énergie sûr, garanti et fiable. Cependant, en tant que pays, nous sommes sur le point de produire plus de pétrole que jamais auparavant et l'augmentation de la demande aura lieu au-delà de notre continent. C'est une réalité que le Canada ne peut tout simplement pas se permettre d'ignorer.

L'augmentation de la production américaine de pétrole et de gaz naturel, résultant de l'innovation technologique, promet aux États-Unis un avenir plus prospère et, si elle est utilisée à bon escient, plus écologique que par le passé.

À mon avis, nous commençons seulement à nous rendre compte de l'envergure de ce qui se passe actuellement, un avenir dans lequel la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord et la qualité de notre environnement seront un avantage compétitif déterminant dans le marché mondial.

Cependant, le marché énergétique et les ressources qui nous donneront cette indépendance en matière d'énergie ne sont pas tout simplement américains, ils sont nord-américains – et nous devons travailler ensemble à la pleine concrétisation de leurs promesses.

En outre, les industries, les technologies et les innovations qui dynamisent le marché énergétique ne sont pas simplement américaines, elles sont, elles aussi, nord-américaines.

Depuis la négociation de l'Accord de libre-échange nord-américain il y a une génération, Canadiens et Américains ont mis au point le marché énergétique le plus intégré du monde. Il n'est ni désirable ni pratique de supprimer du marché américain le plus important élément de cette abondance de ressources, les sables bitumineux. Si l'exploitation de ces ressources soulève des problèmes environnementaux, nous devrions en discuter et les résoudre.

Cependant, les sables bitumineux, exploités de manière responsable, sont un des actifs essentiels qui donneront aux Canadiens aussi bien qu'aux Américains l'indépendance dont je parle.

J'ai collaboré avec le gouvernement Obama comme principal intermédiaire canadien dans le Dialogue sur l'énergie propre et j'admets, sans réserve, que le président et ses conseillers souhaitent sincèrement écologiser le système énergétique américain.

En ce qui nous concerne, le Canada doit veiller à s'établir non pas simplement comme fournisseur d'énergie stable et fiable, mais comme une superpuissance énergétique, un chef de file mondial dans la production d'énergie de manière durable – pas simplement pour apaiser ses critiques, mais de manière à être mieux placé pour recueillir pleinement les avantages que procurent ses ressources naturelles pendant une époque plus consciente de l'environnement.

En gardant cet objectif final à l'esprit, je ferais valoir que le milieu des affaires et le gouvernement du Canada doivent énergiquement promouvoir ce que nous autres, en tant que pays, faisons déjà très bien dans une perspective environnementale – et l'innovation qui aide à réduire encore davantage les émissions de gaz à effet de serre des sables bitumineux.

À vrai dire, le régime réglementaire en place au Canada est plus complet que celui de n'importe quel autre pays producteur et exportateur de pétrole brut. Il est par ailleurs certainement tout aussi rigoureux que le régime qui s'applique aux États-Unis à la production de pétrole brut.

En même temps, nous devons au Canada envisager en toute sincérité les progrès qui doivent encore être accomplis. Il est possible d'en faire plus, et ce sera fait. Nous devons maintenir des cibles et des étalons de mesure très stricts à l'égard des effets sur l'eau, l'air et la terre. Nous devons faire les investissements qui permettront

d'atteindre ces cibles et nous aurons besoin de données scientifiques et crédibles pour prouver notre succès.

Le milieu des affaires ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada ont mis l'accent sur leur engagement à l'égard de cette tâche.

Le destin nous a favorisés en tant que continent avec une abondance de ressources naturelles. Grâce à la géographie et à nos voisins, nous avons noué le partenariat le plus solide du monde en matière d'énergie et de l'environnement.

Nous devons continuer dans cette direction.

Cependant, la prospérité n'est jamais un droit de naissance. Ce n'est qu'avec prévision, en faisant des choix judicieux et en déployant de gros efforts que le Canada et les États-Unis arriveront à tirer pleinement profit des avantages que nous procure notre partenariat. Cette obligation s'applique à nous tous – des deux côtés de la frontière.

Merci.